

Enbarrak

Baxoa euskaraz

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
16 février 2012
n° 2216
1,30 €

Garzón la chute

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



“Gouvernance”

UN printemps basque est-il en train de s'écrire? Voilà plusieurs mois que le dispositif Conseil de développement/ Conseil des élus travaille à la définition et au contenu d'une "gouvernance" pour Iparralde. Six ateliers, couvrant l'ensemble des politiques publiques, ouverts à la société civile, ont rendu leurs conclusions lors d'une assemblée plénière des deux structures le 28 janvier. Deux universitaires en droit public de l'UPPA, Jean-Pierre Massias et Jean Gourdou, ont décliné toutes les formules juridiques constitutionnellement possibles qui pourraient concrétiser cette "gouvernance", du "pays" à une institution propre à statut particulier de type Corse. Ainsi sont posées les bases sérieuses d'une réflexion collective programmée sur deux nouvelles assemblées plénières. Bien que le débat de fond soit réservé à ces deux prochains rendez-vous, quelques participants n'ont pu s'empêcher d'exprimer leur crainte d'une dérive institutionnelle, tel le député-maire de Bayonne. Pour lui, le statu quo permet au Pays Basque de contractualiser avec l'Etat, d'autant qu'un membre du gouvernement l'a assuré du maintien du "pays". Plus que de réfléchir à la "gouvernance", le dispositif actuel ferait mieux de se consacrer sans tarder à la définition d'une nouvelle convention spécifique.

Cette intervention, la qualité de celui qui la porte, révèle l'inquiétude de certains grands élus face à une évolution d'un Pays Basque, économiquement, socialement et juridiquement fortement charpenté, allant vers une institution propre jusqu'ici toujours repoussée par le pouvoir. Or, la conjoncture pousse à la remise en question de la démocratie de proximité. La droite Sarkoziène a fait sa religion par la loi territoriale de décembre 2010 qui supprime le "pays", renforce l'intercommunalité et fait un mix des Conseils généraux et régionaux par la création du conseiller territorial siégeant aux deux instances. Le Parti socialiste entend abroger cette loi et le Sénat, récemment passé à gauche, entame la mise en place d'une nouvelle décentralisation. La présidentielle et les législatives du printemps portent l'enjeu d'une organisation des collectivités territoriales. On comprend dès lors l'importance des conclusions de l'actuel débat des Conseils des élus/Conseil de développement du Pays Basque qui ne manqueront pas d'être considérées comme

la contribution non partisane de notre territoire. D'où les crispations de certains grands élus jusqu'ici habitués à être les interlocuteurs du pouvoir. Jean-Jacques Lasserre, dans son rôle de président du Conseil des élus, sent que la dynamique enclenchée risque de déborder les limites de sa conception de notre "gouvernance". Pour lui, une fédération des intercommunalités de nos trois provinces, mettant au pot commun quelques compétences déléguées par chacune, aurait largement suffi à répondre à l'aspiration d'une personnalité juridique Pays Basque. Or, sa tentative de mise en œuvre de cette option s'est heurtée au refus quasi unanime des présidents de nos Communautés de communes et d'agglomération. Ainsi, au bout du processus de la réflexion engagée, il ne restera plus que l'alternative: statu quo de l'improbable "pays" ou collectivité territoriale à statut particulier.

D'où l'importance du processus en cours, tant dans sa forme que dans la qualité technique des rapports des six ateliers. Cet exercice unique dans l'hexagone tire sa force de la complémentarité des parties. Sans le Conseil de développement, point de participation active, responsable, non partisane de la société civile. Sans le Conseil des élus, point de représentativité démocratique et politique. Ce binôme doit être équilibré dans le respect mutuel et la reconnaissance de la spécificité réciproque. De ce point de vue, la première des trois assemblées plénières du 28 janvier n'a pas répondu à ce juste équilibre. La primauté des élus sur les acteurs de la société civile a malheureusement prévalu. A une co-organisation doit correspondre une coprésidence réelle avec répartition de la conduite des débats. Or, c'est bien Jean-Jacques Lasserre qui a mené de bout en bout la réunion accordant une intervention à Jean-Baptiste Etcheto en bout de table. Par ailleurs, chacun des six ateliers est venu rapporter le rendu de son travail. Deux référents, un de chaque structure, ont bien pris place à la tribune, mais seul l' élu a parlé avec, à ses côtés, le représentant muet et caution du Conseil de développement. Il y a là une entorse à la singularité d'un dispositif de "gouvernance" que, paraît-il, la France entière nous envie. Forts de l'expérience et de la crédibilité acquises, convaincus de l'enjeu majeur du processus institutionnel engagé, il nous faut rester participatifs et clairvoyants.

Empower yourself ! (I)

BEREN geroaz erabakitzeko eta erabaki gune hurbilagoak aldarrikatzeko, Bretoinak eta Alzaziarrek, gu euskaldunak baino ausartago eta aintzinatago? Iduri luke bai bertako aldaketa politiko baten aldekoek (izan UMP, PS edo Modem) edota ekologista eta aber-tzaleek pragmatismoaren bidea aukeratu dutela bi herri horien egitura instituzionala itzulipurdikatzeko, soilik frantses legediaren mugetan oinarrituz. Bai sentsua badu Alzaziarrek beren erregio eskualdearen eta bi kontseilu orokorren kompetentziak batzea, sentsu osoa duen bezala funtsean, Bretoinek Loire-Atlantique departamendua lotzea, Britainia «historikoari». Bai sentsua badu Kortzikarrek gauregun dituzten bi departamenduak batzea lurralde kolektibitateari oraindik ahalmen politiko gehiago emateko, egiazko autonomia estatuto baten kompetentziak eskuratzeko asmoarekin. Bai sentsua badu Pyrénées-Orientales departamenduak, Ipar Kataluniak harreman politiko, kultural eta ekonomikoak sendotu nahi izaita Hego Kataluniarekin, euro eskualde bat sakonduz. Adibide horiek guziek bai sentsua badute. Sentsu historiko batean kokatzen dira. Historiaren sentsuan dira.

Eta hemen Ipar Euskal Herrian zer? Dotzenaka urte hauetan ari dira, gira, dispositibo "abilak", ohizko instituzio indartsuen pean, azken hauek uko egiten dutelarik kompetentzia porroxa bat uzteari ere.

Bainan atzoko eta gaurko ahulezia hori ez ote da biharko

xantza egiazko bat izaiten ahal? Ikustea eta ohartzea baizik ez da Euskal Autonomia Erkidegoan eta Nafarroan gertatu dena, mende bat alemaniar federalismoa eraikiz geroztik. 100 urte berantarekin lortu izanik ere, jakin izan dute probetxu indartsua lortzen, Europako beste hainbat herrialdeentzat eredu edo adibide bilakatzeraino: izan dadin berindustrializatzeari begira, produkzio aktibitateak berkokatzeari edo autonomia energikoari begira. Hori guzia soilik autonomia politikoari esker lortu dute EAEn eta Nafarroan. Alta orroitzen gira autonomia hori doi doietarik, ezpain puntatik «emana» izan zaiela. Urteen poderioz, askotan salatu izan dugun pazientziak edo zuhurtziak, eskura ez zituzten kompetentziak lortu dira, denak ez, gisa hortan urraska nolabaiteko burujabetza bat nahi ala ez finkatuz Europa guziaren aintzinean. Ezin da uka gauregun jasaiten dugun krisiaren aintzinean, Euskal Herriko parte diren bi herrialde horiek eskutan dituztela hainbat abantail, espekulazio salbai edo mundializazioaren ondorio basatieneri buru egiteko: Frantziako eta Espainiako beste edozein eskualdek baino. Ikuspegi abertzale bat ez onarturik, edozein ezkerreko iraultzaile zentralistena edo eskuineko jakobinoena ere bortxatua da begibixtako konstatazioa egitea: autonomizatu diren euroeskualdeek lortu dituzte bertako aterabide ego-kiak desorden globalizatuari ahalik eta erantzun ordenatue- na emateko.



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Finalelement, ça ne va pas si mal que ça !

● Michel Berhocoirigoin

MALGRÉ les éternelles rengaines des esprits chagrins et de ceux qui voient toujours tout en noir, les choses ne vont pas finalement si mal que ça! Je veux amener ici plusieurs exemples qui montrent que notre économie va bien; il suffit de l'appréhender avec un esprit positif et une réelle volonté de réussir.

Je commence par la dernière nouvelle qui nous a évidemment tous réjoui: Total a engrangé en 2011 des bénéfices de plus 12 milliards d'euros! C'est formidable! Par rapport à l'année précédente, les bénéfices, comme le chiffre d'affaire, ont augmenté de 16%! Voilà une société qui a du pétrole et des idées, alors que d'autres n'ont ni l'un ni l'autre. Au lieu d'applaudir à l'unisson au nom de la fierté nationale, il faut toujours que la fête soit gâchée par quelques personnes aigries par leurs problèmes personnels. Personne n'a été surpris de voir Jean-Luc Mélenchon monter en première ligne, en chevalier blanc, pour demander la «nationalisation» de Total qui accumulerait ses profits «sur le dos des Français...» (Tu parles!). Et que dire de l'autre gauchiste, Christian Estrosi, ancien ministre de l'Industrie et député UMP, qui regrette tout haut «que Total ne paie en France que 2,5% d'impôt sur les sociétés, quand les PME payent plus de 30% d'impôts sur les bénéfices» (Et alors?). Vous allez voir, le jour où il n'y aura plus de pétrole, tous ces gens-là seront à genoux devant Total qui aura le monopole des bougies!

Pour le bien de l'humanité

Voici quelques jours, nous avons le plaisir d'apprendre que le groupe suisse Sygenta, numéro un mondial de l'agrochimie, a dégagé un bénéfice net record de 1,2 milliards d'euros, en hausse de 14% en 2011, tout en faisant preuve d'optimisme pour 2012. Sygenta fait partie de ces groupes qui permettent à notre agriculture d'être productive et moderne. Il s'occupe de tout! De la création, du développement et de la commercialisation des semences, (céréales, maïs, légumes, tournesol, colza, etc.) mais aussi de la protection des plantes contre tous ces ravageurs et nuisibles qui nous envahissent: Sygenta a toute une gamme d'herbicides, d'insecticides, de fongicides très utiles pour atteindre son objectif «d'augmenter l'offre alimentaire mondiale de 50% en 20 ans». Tout ceci est la preuve que les performances économiques sont tout à fait compatibles avec la recherche du bien de l'humanité. D'ailleurs, c'est dans les Pays du Sud que le groupe réalise ses plus forts taux de croissance, et entend développer ses efforts à venir: «Nous entendons intensifier nos efforts dans les pays émergents, précise le directeur. Il s'agit d'introduire les technologies agricoles modernes dans les pays où les besoins en gains de productivité sont les plus forts». C'est incroyable, mais ici aussi, des critiques fusent de partout! Des ONG lui reprochent d'utiliser dans le tiers monde des produits interdits en Europe. D'autres lui reprochent ses brevets sur le vivant. D'autres enfin, l'accusent carrément d'aggraver le problème des réserves alimentaires en développant la culture de maïs transgénique pour la production des



agrocarburants. Et puis, il y a eu cette affaire qui a fait grand bruit voici trois ans, quand Sygenta voulait tester son riz OGM sur les enfants chinois: Greenpeace était intervenu avec ses gros sabots, obligeant l'arrêt d'une expérimentation qui aurait pu ouvrir l'immense marché du riz asiatique pour servir des objectifs humanitaires essentiels...

Des civilisations supérieures

Enfin, troisième exemple, fin 2011, Monsanto, premier producteur mondial de semences, ne dissimulait pas sa joie, à juste titre, à l'annonce d'un bond de 77% de son bénéfice net (680 millions de dollars) pour le troisième trimestre 2011, notamment grâce à ses ventes de semences OGM. Le groupe agrochimique américain, dans un communiqué, prévoyait une croissance de 16 à 19% du bénéfice, pour l'exercice 2011. Comme tous les dirigeants de grande envergure, le PDG du groupe a des ambitions: «2011 n'est qu'un début» a-t-il assuré tout en se félicitant de la hausse des volumes de ventes des graines et semences, des herbicides et des pesticides. Mais le bonheur n'est jamais total, malheureusement... Le monstre sacré doit faire face, ici ou là, à la résistance de quelques gaulois attardés qui refusent le progrès des OGM, et à quelques procédures judiciaires bien embêtantes. Procès intentés pour l'utilisation, pendant la guerre du Vietnam, de l'agent orange défoliant et herbicide... ou bien pour publicité mensongère avec le Roundup présenté comme «biodégradable» qui «respecte l'environnement»... Et voici qu'en ce début de semaine, Monsanto a été jugé responsable de l'intoxication d'un céréalier par le puissant déserbant «lasso», ce qui est une première en France. Par ailleurs, comme si cela ne suffisait pas, le groupe américain est sous le coup d'une enquête des autorités boursières qui s'intéressent à la politique «d'incitations» consenties aux agriculteurs pour les encourager à utiliser le Roundup. En effet, Monsanto avait annoncé que les cultivateurs qui achèteraient des semences de coton et de soja résistant au Roundup auraient des réductions très intéressantes. (On ne peut même pas proposer de ristourne? C'est aberrant...).

Mais, malgré la guérilla des pots de terre contre les pots de fer, ces quelques exemples montrent que, dans ce monde de misère, il y en a qui s'en sortent: Il suffit de le vouloir! Comme le disais je ne sais plus qui, il y a quand même, des civilisations supérieures aux autres, qu'on le veuille ou non!

●●● qu'on s'en prenne à Alberto Contador pour s'être dopé, alors que chacun sait que tous les sportifs de haut niveau sans exception sont accros à la seringue. Comme disait l'inénarrable Virenque: «Dans le Tour, je me défonce!»

●●● pas tant que ça, que la justice belge déboute un citoyen congolais qui demandait l'interdiction de la commercialisation de l'album *Tintin au Congo* parce qu'il jugeait l'œuvre d'Hergé raciste. Y'a bon Banania!

●●● que pour draguer les 1,3 millions de chasseurs avant la présidentielle, Sarkozy s'en prenne tous azimuts aux restrictions des périodes de chasse. Et si dans 70 jours on tirait la chasse?

●●● du courage de Rousset qui, pour ne pas affronter les opposants à la LGV qui l'attendaient, s'est glissé à l'intérieur de la CCI de Bayonne par une porte dérobée, l'autre jeudi, pour le raout pro-LGV de l'Union régionale des CCI. Rentrer dans une chambre par une porte dérobée, ce n'est pas très légitime.

●●● que les maisons en carton-pâte de la favela de Plantoun près de la ZUP, montrées en exemple d'éco-construction par Grenet et ses potes, soient promises à la démolition pour cause de malfaçons multiples et de pourriture précoce. Au vrai bois, le député-maire préfère l'agglo.



Garzón : la chute

La carrière du juge vedette Garzón s'est arrêtée jeudi 9 février. La Cour suprême espagnole l'a condamné à 11 ans d'interdiction d'exercer pour avoir fait écouter les avocats des prévenus dans une affaire de corruption impliquant le PP. Il risque 20 ans d'interdiction dans le procès qui lui a été intenté par l'association d'extrême droite Manos Limpias pour sa tentative d'enquêter sur les crimes du franquisme amnistiés par le pacte de l'oubli de 1977. Retour en arrière.

Victime de son propre système

PLUS on tombe de haut, plus dure est la chute. Celle du juge Garzón illustre bien l'adage. La carrière de l'ex-chouchou des médias espagnols s'est arrêtée en ce 9 février où la Cour suprême l'a condamné à 11 ans d'interdiction d'exercer et à 2.520 e d'amende. Motif : le juge a bafoué les droits de la défense en faisant procéder à des écoutes illégales des avocats dans l'affaire Gurtel. Le juge s'intéressait à ce vaste réseau de corruption liée à la droite espagnole. Les attendus du jugement, rendu à l'unanimité des sept juges, ne sont pas tendres pour le très médiatique juge de l'Audiencia nacional, tribunal d'exception créée en 1977 en remplacement du tribunal de l'ordre public du régime franquiste : il a utilisé «les méthodes des régimes totalitaires». Jugement sévère en effet. Pour la Cour suprême, Garzón a délibérément, «de façon

drastique et sans justification» porté atteinte aux droits de la défense. Il a ordonné l'écoute des conversations entre Francisco Correa et Pablo Crespo, emprisonnés dans l'affaire Gurtel, et leurs avocats. L'arrêt se poursuit en des termes très étonnants : «il a ravalé le système judiciaire espagnol qui, en théorie, présente les garanties constitutionnelles et légales propres à un Etat de droit, au rang d'un système politique et de procédures qui ont eu cours à d'autres époques». Le tribunal lui reproche d'avoir, non seulement utilisé «des méthodes d'un autre temps, mais aussi similaires à celles des régimes totalitaires d'aujourd'hui». Pratiques de régimes pour qui «tout est licite dès lors qu'il s'agit de collecter des informations ayant un intérêt pour l'Etat». La Cour suprême taxe Garzón d'arbitraire : dans l'affaire en question, «des présomptions de culpabilité existaient à l'encontre des prévenus mais pas des avocats».

Néanmoins, s'il réaffirme que les conversations entre prévenus et avocats ressortent du domaine privé, l'arrêt de la Cour suprême précise qu'il peut y avoir des exceptions à la règle dans les affaires de terrorisme. Il faut donc qu'il y ait présomption de délit de terrorisme pour justifier les écoutes des conversations entre prévenus et avocats. Sage précaution sémantique de la Cour suprême : par cette phrase, elle couvre la pratique courante des écoutes dont les prisonniers basques font régulièrement l'objet dans les prisons espagnoles. On n'est jamais trop prudent.

Le juge Garzón a commencé à enquêter sur l'affaire Gurtel en 2009. Il soupçonnait l'existence d'un réseau de corruption lié au PP. Correa, chef d'entreprise et présumé responsable du réseau, est en prison. En revanche, deux responsables du PP, Francisco Camps, ex-président de la Communauté Valencienne, et Ricardo Costa, ex-secrétaire général du PP Valencien, mis en examen par Garzón, ont été blanchis par un jury populaire.



Dans l'attente de deux autres ve

Garzón fait l'objet de deux autres procès. Le premier concerne des émoluments qu'il a perçus pour des conférences données à New York en 2010 et qui seraient incompatibles avec son traitement de juge de l'Audiencia nacional qui lui a été maintenu malgré sa suspension en avril de cette année-là.

Le deuxième procès, plus périlleux, lui été intenté pour avoir entamé une procédure d'enquête sur les crimes du franquisme, alors que, pour la justice espagnole, ces crimes sont prescrits par une loi d'amnistie, votée après la chute du régime franquiste au nom de la «réconciliation nationale». Garzón doit répondre de l'accusation de «forfaiture» à la suite de la plainte déposée contre lui par l'association d'extrême droite, Manos Limpias, qui lui reproche d'être passé par-dessus la loi d'amnistie de 1977. On se souvient que Garzón avait requalifié les crimes de la période franquiste en «crimes contre l'humanité» qui, eux, sont imprescriptibles. Le procès s'est achevé la semaine dernière et Garzón est dans l'attente du verdict de la Cour suprême. Vingt ans d'interdiction d'exercer ont été requis. En raison

Rancune tenace

Le juge Garzón est arrivé à l'Audiencia nacional en 1988. Que cette instance fut le bras armé d'une justice d'exception ne lui causait guère d'états d'âme. Bien au contraire, il a vu là l'opportunité rare de laisser libre cours à des méthodes qui n'honorent pas un Etat de droit et qu'il a su médiatiser à son profit, avec un savoir-faire incomparable. Son ambition à l'époque est sans limite. Au début des années 90, il fait le siège du bureau de Felipe Gonzalez pour obtenir une place éligible sur les listes socialistes. Il l'obtiendra pour les élections législatives de 1993 et sera élu aux Cortes. Il ne cache pas son ambition d'être nommé ministre de la justice dans le gouvernement de Felipe Gonzalez. Mais il n'obtient qu'un secrétariat d'Etat à la lutte contre la drogue. Loin, très loin, de ses prétentions ministérielles. Au bout d'un an, il quitte le bureau où sa lutte contre les stupéfiants s'est heurtée à des obstacles invouables et ne lui a pas permis d'at-



Le juge Garzón...

Abandon de la LGV : une décision irresponsable !



Étrange spectacle ce jeudi 9 février devant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne : les invités par les différentes CCI d'Aquitaine n'arrivaient pas à remplir la salle prévue pour servir de caisse de résonance au lobbying pro-LGV.

Mais une poignée de patrons, traders et autres jeunes cadres dynamiques étaient restés dehors braver courageusement à la fois le froid glacial et les centaines de manifestants anti-LGV rassemblés devant la CCI pour réaffirmer leur attachement à la modernisation des voies existantes et leur refus d'une voie nouvelle LGV.

Ces patrons avaient auparavant distribué à leurs collègues entrés dans la CCI un tract reprenant des arguments en faveur de la LGV présentés sous un jour nouveau

et largement moins langue de bois que les discours auxquels nous étions habitués à ce jour.

Les panneaux qu'ils brandissaient (comme le montrent les photos de cet article) ainsi que les slogans qu'ils scandaient semblaient également révéler un élan de franchise et de sincérité rare parmi les derniers partisans des voies nouvelles LGV.

Voici l'intégralité du tract "LGV, ensemble transportons l'élite" distribué devant la CCI.



Quelques uns des slogans scandés à la CCI :
"Y'en a marre des tracteurs ! LGV pour les traders !
Lucrative et très chère, c'est la LGV que je préfère !
T.E.R. trop populaire, la LGV c'est Classe ! (Affaire)"

Abandon de la LGV : une décision irresponsable !

Assez d'atermoiements ! Un abandon du projet LGV serait criminel. Rappelons ici quelques chiffres incontestables et vérités fondamentales :

Le désenclavement du Pays Basque

Il est indissociablement lié à une voie nouvelle LGV.

Son attractivité en dépend.

Les nombreux cadres et dirigeants qui peupleront la future Cité du tertiaire à Bordeaux seront-ils tentés d'acheter logements et terrains sur la Côte Basque avec les prix actuels du foncier, si en plus de cela leur temps de trajet pour y accéder le week-end, voire chaque soir, reste aussi long qu'aujourd'hui ?





Non bien évidemment, et cela Jean Grenet et Alain Rousset l'ont bien compris.

Sinon, croyez vous que ces grands élus responsables appuieraient un projet coûtant entre 5 et 10 milliards d'euros pour un gain de temps de 21 minutes, voire d'à peine 4 minutes si on le compare aux 17 minutes que ferait gagner la simple modernisation des voies existantes ?

9 hectares gaspillés au kilomètre

On nous dit que la LGV gaspillera 9 hectares au kilomètre, et que cela accroîtra dramatiquement la pression et la spéculation foncière déjà particulièrement grave au détriment de ses habitants les plus pauvres ou les plus jeunes, et de nombreux paysans qui ont déjà bien du mal à maintenir leur exploitation...

Mais de quoi le Pays Basque a-t-il besoin pour son développement ?

De tracteurs ou de traders ?

De jeunes babas cools nostalgiques de leur patois et de leurs prairies, ou de cadres dynamiques, souhaitant dormir dans un environnement charmant avant d'aller travailler tous les jours à Bordeaux voire à Paris ?

Milliards exigés

On nous dit que les milliards exigés par la construction de cette nouvelle voie seraient mieux utilisés à améliorer et multiplier les trains de proximité, qui permettraient à des milliers d'habitants de se rendre quotidiennement à leur travail par le rail plutôt que par la route.

Où est la cohérence d'une telle proposition au moment où l'on démantèle le fret SNCF au profit du tout routier, après avoir supprimé les wagons isolés et les gares de tri qui allaient avec ?

Majorité opposée

On nous dit qu'une majorité de la population est opposée au projet de voie nouvelle LGV.

Mais quelle légitimité a son avis sur ce dossier ?



Quelques uns des slogans scandés à la CCI :

*"Mon boulot à Paris, mon week-end à Biarritz !
1 milliard la minute, parce que je le vauds bien !
LGV voie nouvelle, du Carlton au Sofitel !
Rien à faire des T.E.R., la LGV pour nos affaires !
3 heures du Fouquet's à l'Hôtel du Palais, merci la LGV !"*

Rappelons ici que selon l'Enquête Nationale Transport et Déplacement (ENTD), 28% des déplacements réalisés en TGV en 2008 étaient effectués par des individus appartenant à la catégorie des 10% les plus riches, plus de 50% des déplacements en TGV par les 30% de français les plus riches, tandis que moins de 14% des déplacements concernaient les 30% les plus pauvres.

On le voit, la majorité de la population actuelle n'est même pas concernée par ce dossier.

C'est donc à une élite éclairée qu'il revient de donner son avis sur le sujet.

Contrairement aux TER et autres Palombes Bleues, le TGV n'est pas là pour répondre aux besoins des ouvriers, des paysans, des jeunes ou des vieux.

Comme le rappelle à juste titre RFF, la LGV vise l'élite circulaire, les néonomaades, les cadres du tertiaire.

Assez tergiversé !

Nous n'avons perdu que trop de temps avec cette affaire : nous ne consommons que trois planètes par français moyen, alors que les USA, avant-garde de la croissance et du développement, en sont déjà à six !

Il est temps de combler notre retard !

Notre avenir dépend aujourd'hui de choix clairs :

*Les gens d'ici ou bien Vinci ?
Les tracteurs ou les traders ?
T.E.R. ou Classe Affaires ?
3 ou 6 planètes ?*



Plus d'infos et la vidéo de l'action sur : www.bizimugi.eu



A, nahi izanez gero...

Gainekotz

Ahoan bilorik gabe batzuek diote langabeziaren ttipitzeko, lanik gabe direnak behar direla inarrosi.

Langabezian den batek ez du errefusatu behar zerbait proposatua zaio-larik eta hala balitz bere dretxoak ttipitu edo kendu beharko zaizkio... deabru alferra ez bestea!!

Batzuentzat langabezia alferkeria seinale da oraino... langabezia eza-gutzen ez duenarentzat bistan dena, edo bere inguruan lanik gabe den bat ezagutzen ez duenarentzat.

Berrikitan norbait lagundu behar izan dut Pôle Emploi deitu gunerat bere paperen egiteko.

Ez nintzan sekulan izana nihaur (ni langilea bainaiz eta ez bainaiz sekulan lanik gabe gertatu) eta egun hortan ohartu naiz egoitza horren lekuak berak erakusten duela lanik gabe daudenentzat dugun mespretxua.

Alabainan Tarnos-eko bide bazterrean, zoko batean, denetarik urrun joan behar da bere egoeraren aipatzeko, lan baten eske joaiteko; dozierak arras konplikatua dira betetzeko eta itzuli bat baino gehiago egin behar ezdeuskeria batengatik.

Nola egiten du zailtasunetan denak? Nola egiten du autorik ez duenak? Akomea bedi...

Azken egun hauetan entzun dugu ere gorago aipatu deliberoaren hartzeaz zer dion galdeginen zaiola herriari erreferendum bati esker...

Zer ustelkeria!!

Egitate horren funtsa jendeen arteko suaren piztea da!

Langabezian dena, bere egoeraz hobendun ezartzea da horren xedea.

Gizarteari zonbat gostatzen zaion batzuen ezalzokeria aintzinean emaitza!!

Izugarria da!!

Sistema kapilistaren mugak hunkiak ditugu eta gaitzeko muturrekoak biltzen ditugu; baina badakigu sistema hunek gehiengo izorraturik uzten baldinbadu, guttiengo batentzat ezitia dela.

Gutti horien barne ditake erreferenduma proposatzen duena!



JOKIN AZPIAZU CARBALLO

Joxemi Zumalabe Fundazioa



Herri Mugimenduak

Parte-hartze eta autonomia esparru ezberdinak eskaintzeko (1/2)

Joxemi Zumalabe Fundazioa hausnarketa eta ber-sortze prozesu batetik aurkezpen publikora pasatzeko bidean dabil. Horretarako, bere bidailagunak diren herri mugimenduei Martxoaren 17an, Zarauzko Putzuzulo ametsen fabrikaren eginen duen aurkezpenaren berri eman nahi die data hori erabilia izan dadin herri mugimenduaren erakusleio bezala. Beste behin ere, gure herri honetan herri mugimenduak bizirik, argi eta eragiten gabiltzala ikus dadin, era xume batean besterik ez bada ere.

Ildo honetatik ez dute nahi aurkezpena ekitaldi hutsa izan dadin. Bertan izanen direnei parte-hartze aktiboa izango duen aurkezpen mota bat prestatzeko lanean dihardute Joxemi Zumalabe Fundaziokoak. Hau zertan zehaztuko den hurrengo asteetan helarazia izanen zaigu, hedapenerako prestatzen ari diren ikus-entzunezko eta idatzizko material batzuekin batera.

Aldak, Joxemi Zumalabeko koordinazio eta komunikazio lanetan buru belarri sartua den Jokin Azpiazuri xehetasunak azaltea galdatu dio, bi iritzi artikuluren bidez.

Joxemi Zumalabe Fundazioaren izaera

Joxemi Zumalabe Fundazioa 1995 inguruan jaio zen ekimen organizatiboa dugu.

Herri mugimenduak indartu eta berauei laguntza eta tresnak emateko asmoz sortua, une hartan, kideetako batek herentzia bat jaso eta diru hori Fundazioa sortzeari dedikatzea deliberatu zuen.

Honela, 1996an ofizialki inskribatu zuten fundazioa.

Ez zen hainbeste denbora (1993an izan zen) Joxemi Zumalabe Goenaga laguna hil zenetik, eta fundazioaren helburuek bere filosofiari ondo eusten ziotela ikusirik bere izena hartzea erabaki zuten. Joxemi Zumalabe euskalgintza eta herrigintzako hainbat eta hainbat ekimenen sorreran (tartean Argia eta Euskaldunon Egunkaria komunikabideak) lagundu zuen gipuzkoarra zen.

Fundazioaren izaera beti ere herritarra izan da, eta herri mugimenduekin oso loturik egon da.

Bere helburu eta abiapuntuetan herri mugimenduko eragile bezala irudikatu izan du bere burua. Urteetan zehar elkar-lanean burututako ekimenak ditugu izae-rra herritar horren adierazle.

Herri Mugimenduak

Guretzat herri mugimenduak esparru zabal eta anitza dira. Euskal Herrian asko eta asko dira parte-hartze sozial eta politikoan murgildurik diren pertsonak, eta bakoitza bakana izaki, kolektibo eta elkar-teak ere hala dira: anitzak. Helburu ezberdinak, erritmo ezberdinak, abiapuntu ezberdinak dituzte ugartan, baina horrek ez du esan nahi (gure ustetan) beraien artean ez dutenik deus komunean.

Herri mugimenduak, behingotz, jendar-tea bera antolatu nahi duten korapiloak dira, parte-hartze eta autonomia esparru ezberdinak eskaintzeko bokazioa dutenak, eta zentzu horretan, estatuen eta merkaturuen logikari erantzuten diotenak modu anitzetan. Azken finean logika merkantilista eta burokratikoek beren jarduna herritarren eta jendartearen desartikula-zioan eta otzantasunean oinarritzen dute, eta herri mugimenduek honi erresistentzia bat eskaintzen dioten aldi berean, esparru berriak, diskurtso berriak eta babeslekuak eraikitzen dituzte.

Hari horretatik tiraka, herri mugimendua ez da mugatzen era "klasikoan" antolatuta dau-den elkarte eta erakundeetara. Herri eta auzo denetan dauden sare sozialak, nahiz eta "lau-soagoak" izan, berebiziko garrantzia dute arestian aipaturiko helburuetan. (*Jarraitzekoa...*)



www.joxemizumalabe.org

Argazkia: Dani Blanco



Consommer autrement..

Pourquoi et comment ?

Pourquoi ?

Si tous les habitants du monde vivaient comme nous vivons, il faudrait l'équivalent de trois planètes pour maintenir notre train de vie actuel... Ce constat est aussi frappant qu'alarmant... Aujourd'hui, c'est clair, nos ressources naturelles s'épuisent et notre consommation de masse génère de plus en plus de déchets qu'il faut éliminer. Nous devons rompre avec cette spirale, qui nous conduit à surproduire pour surconsommer, et à surconsommer pour se sentir exister.

Comment ?

C'est à chacun de nous de s'interroger et de modifier ses comportements.

Se poser quelques questions avant d'acheter, abandonner le réflexe du jetable pour adopter celui du durable, mais aussi éviter de gaspiller l'eau et l'énergie sont autant de gestes simples à conjuguer au quotidien. Des gestes qui nous permettent de "répondre à nos besoins sans compromettre ceux des générations futures" et, qui plus est, de faire des économies !

Enfin, utilisons et actualisons EKOBAI (www.bizimugi.eu), le guide d'éco-citoyenneté et de consommation responsable.



Quel consommateur êtes-vous ?

Mesurez votre marge de progression pour devenir un consommateur averti !

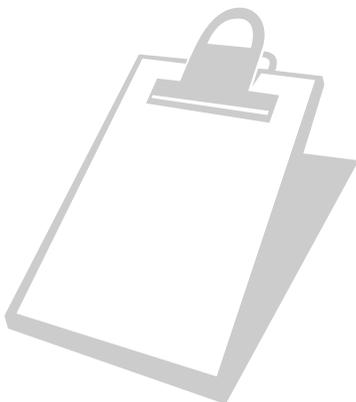
	Toujours	Souvent	Jamais
Avant de faire mes courses, je dresse une liste précise de ce dont j'ai besoin.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
J'emprunte des livres à la bibliothèque municipale, je loue des DVD, je partage les outils dont je ne me sers pas souvent.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
J'ai un cabas réutilisable dans le coffre de ma voiture.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Je connais et j'achète des produits locaux et de saison.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lors de mon achat, je choisis le produit qui comporte le moins d'emballage.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pour la maison et le jardin, j'utilise des produits naturels plutôt que des produits chimiques (engrais, détartrant, etc.).	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lorsqu'ils existent, j'achète des produits éco labellisés.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
J'utilise des écorecharges pour le savon liquide, la lessive, l'adoucissant...	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pour mes denrées non périssables, je préfère les grands conditionnements aux emballages individuels.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Je dis « Non à la pub ! » en refusant les publicités non adressées et les cadeaux promotionnels.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Vous avez 8 réponses ou plus dans les deux premières colonnes : vous connaissez les pratiques de la consommation responsable, et, le plus souvent, vous les appliquez. Vous êtes un consommateur avisé. Parlez de vos expériences autour de vous !

Vous avez entre 5 et 7 réponses dans les deux premières colonnes : vous connaissez les gestes à accomplir pour devenir un consommateur avisé, mais vous ne les effectuez pas de manière systématique. Avec un peu de méthode et de volonté, vous deviendrez bientôt un consommateur plus respectueux de l'environnement ! Refaites le test dans un mois !

Vous avez une majorité de réponses dans la troisième colonne : vous étiez jusque-là peu conscient de l'impact de vos gestes d'achat et de vos pratiques de consommation sur l'environnement. Fixez-vous cinq objectifs de consommation responsable à atteindre, et refaites le test dans un mois !

Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

UN AN APRES FUKUSHIMA
L'ÉNERGIE EN QUESTIONS

URTE BAT FUKUSHIMATIK LANDA
ENERGIA ZALANTZAN

CONFÉRENCE PUBLIQUE - HITZALDIA

UN AVENIR SANS PÉTROLE ? GEROA PETROLIORIK GABE ?

JEUDI 8 MARS À 20H30 - MARTXOAREN SAN OSTEguna 20:30TAN
AINIZA-MONJULOSEN



AVEC **BEÑOIT THÉVARD-EKIN**
Ingénieur des mines. Spécialisé en énergie et stratégie post-carbone des territoires.
Énergie et territoires : enjeux stratégiques complexes.

Notre dépendance au pétrole est totale. Pourtant, de nombreux indicateurs montrent que le fond du pétrole diminue et que l'on est épuisé.
Une conférence très accessible sur le pétrole, les conséquences de sa présence à court et à long terme et les adaptations possibles et souhaitables des secteurs.

Petroliaren menpeku bizirik gabe oteki. Alde, ezin dira petroliaren erabilera gabe petroliaren menpeku bizirik gabe oteki. Alde, ezin dira petroliaren erabilera gabe oteki. Alde, ezin dira petroliaren erabilera gabe oteki. Alde, ezin dira petroliaren erabilera gabe oteki.

Renseignements et inscriptions au - sartzea urritik, izena emateko... 05 59 25 65 52 ou à info@bizimugi.eu

bizi!  

www.bizimugi.eu <http://www.eldigui.org/> www.mrafundazioa.org

UN AN APRES FUKUSHIMA
L'ÉNERGIE EN QUESTIONS

CONFÉRENCE PUBLIQUE

LE SCÉNARIO NEGAWATT

SAMEDI 10 MARS À 10H00
SAINT JEAN DE LUZ (GRILLERIE DE LA SARDINE)



PAUL NEAU EST UN DES 26 MEMBRES DE L'ASSOCIATION D'EXPERTS ET DE PRATICIENS DE L'ÉNERGIE ET DU BÂTIMENT NEGAWATT. IL EST RESPONSABLE D'UN BUREAU D'ÉTUDES ENVIRONNEMENTALES SPÉCIALISÉ DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES.

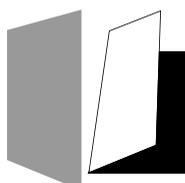
Sortir du nucléaire et des énergies fossiles avec les technologies actuelles. C'EST POSSIBLE !

Renseignements et inscriptions au 05 59 25 65 52 ou à info@bizimugi.eu

Organisé par Bizi ! et la Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua antolatuta.

bizi!  

www.bizimugi.eu www.mrafundazioa.org



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



erdicts

des poursuites engagées contre lui, Garzón est suspendu de sa fonction de juge à l'Audiencia nacional depuis avril 2010, tout en continuant à percevoir son traitement.

On ne peut dénier à Baltazar Garzón, né dans une modeste famille andalouse, le mérite d'avoir grimpé tous les échelons du système judiciaire espagnol à la force du poignet. On sera plus circonspect sur son goût prononcé pour la médiatisation de son action. Depuis les années 90, Garzón a cultivé avec constance son image médiatique, à grand renfort de coups d'éclats et de déclarations qui n'avaient souvent que peu à voir avec l'administration d'une justice sereine et impartiale. Il a plus d'une fois confondu justice, battage médiatique et ambition politique. Mais en 2009, la présence médiatique du juge vedette a pris une tout autre tournure: le juge est devenu accusé. En raison, précisément, des poursuites qu'il avait engagées dans l'affaire Gurtel impliquant le PP et dans celle des crimes de la dictature. Le système judiciaire d'exception qu'il a si fidèlement servi se retourne alors contre lui.

teindre le nirvana politique qu'il recherche. Et le PSOE, par la même occasion.

Le juge a la rancune tenace. De retour à son poste à l'Audiencia nacional, le voilà qui se met à enquêter sur les agissement du GAL, allant jusqu'à embastiller deux personnalités socialistes: Rafaël Vera, ex-secrétaire d'Etat à la sécurité et Jose Barrionuevo, ancien ministre de l'Intérieur, qu'il accuse d'être des responsables de premier plan de la guerre sale contre les indépendantistes basques, notamment dans la rocambolesque affaire Segundo Marey. Ces mises en examen ont un retentissement médiatique considérable et lui valent la réputation de juge intransigeant.

Garzón sait prendre le vent du changement politique. Le juge se rapproche du PP. Au cours des deux mandats d'Aznar (1996-2004) avec qui il travaille main dans la main, il cultive son aura de juge emblématique en s'attaquant sans répit à

ETA et à la gauche abertzale. Il peaufine sa théorie du «*tout ça c'est ETA*» selon laquelle ETA va bien au-delà de l'organisation armée et que toutes les organisations légales de la gauche indépendantiste basque n'en sont que des succursales. En appliquant sa théorie, Garzón mène une croisade sans précédent, inimaginable dans tout autre pays démocratique, contre tout ce qui, de près ou de loin, s'apparente à la gauche abertzale. Il interdit les partis et les organisations politiques indépendantistes et ferme le quotidien et la radio *Egin*. De 1997 à 2009, il ouvre un nombre incalculable de procédures à l'encontre de la gauche abertzale — 18/98, Haika-Segi, Batasuna, ANV, Udalbiltza... —, ferme *Egunkaria* et envoie derrière les barreaux des centaines de personnes, militants ou pas, dont beaucoup seront blanchies ultérieurement*.

Sans état d'âme, il couvre l'usage systématique de la torture dans les commissariats et les prisons espagnoles. Des centaines d'incarcérés ont dénoncé devant lui les tortures subies pendant les périodes de maintien au secret de la garde-à-vue, sans que jamais il ne donne suite.

** De telles méthodes, contraires à l'Etat de droit, sont mises en œuvre et justifiées contre les luttes de libération nationales mettant en œuvre des moyens armés. Comme dans la France des «évènements d'Algérie» ou celle de Charles*



Segundo Marey

Pasqua qui proclamait vouloir «terroriser les terroristes». Comme au pôle anti-terroriste du juge Bruguière disposant de moyens illimités. Comme pour les dérives inouïes de l'affaire d'Outreau, avec son juge d'instruction Fabrice Burgaud qui fut accusé de mettre en œuvre les méthodes de la justice anti-terroriste où il aspirait à siéger.

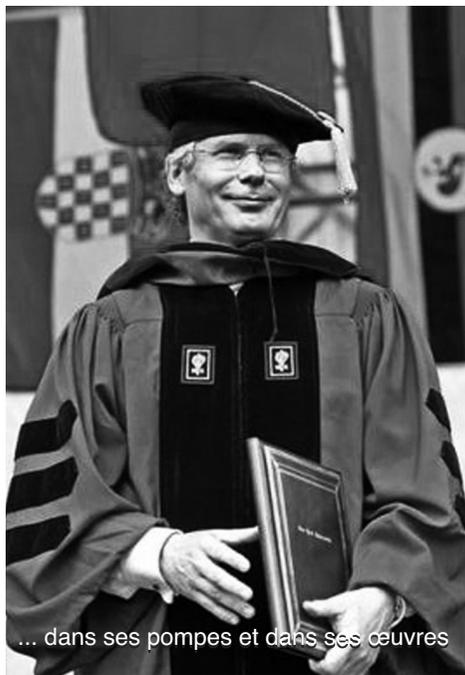
Erreur fatale

En politique avisé, Garzón a su renforcer son crédit auprès de la gauche espagnole et latino-américaine. Sa persécution des militants indépendantistes basques, les procédures d'enquêtes qu'il a entamées sur les disparitions et les assassinats perpétrés par les dictatures chilienne et argentine, ont fortement contribué à son aura auprès de l'intelligentsia de gauche et fait quelque peu oublier sa col-

lusion avec le PP d'Aznar. Son mandat d'arrestation lancé contre Pinochet n'aura jamais de suite, mais il lui servira de caution morale auprès des penseurs estampillés à gauche. Fort de ces faveurs politico-médiatiques Garzón se rêvait à la Cour internationale de justice de La Haye. Mais la Cour internationale n'était pas prête à accueillir un magistrat qui, de notoriété publique, passait beaucoup plus de temps à soigner son image médiatique et à fréquenter les bons restaurants, qu'à potasser ses dossiers. Son incapacité à prononcer un seul mot autre que dans sa langue maternelle ne l'aura pas servi non plus.

Au final, l'erreur de Garzón aura été de penser que, dans la poursuite de la reconnaissance médiatique qui l'intéresse bien plus que l'administration d'une bonne justice, l'aura nationale et internationale qu'il a su se forger suffirait à le rendre invulnérable. C'était oublier que dans un pays où la justice est aux ordres, où la police, l'armée, les organisations d'extrême droite, sont toujours garantes de l'impunité des crimes de la dictature, où l'économie souterraine, le travail au noir ou la fraude fiscale, relèvent de pratiques acceptées par tous, on ne s'attaque pas impunément à un système dans lequel le mot *légalité* n'a pas tout à fait le même sens que dans les autres pays démocratiques. Le voilà donc victime à son tour d'un système qu'il a servi avec fidélité et utilisé à son propre profit avec un sens peu commun de la mise en scène.

Le clap de fin de carrière du juge Garzón n'activera pas beaucoup de glandes lacrymales en Euskal Herria.



... dans ses pompes et dans ses œuvres



Baxoa euskaraz

A LA suite du rassemblement du jeudi 2 février, au cours duquel près de deux cents lycéens, parents et enseignants de Seaska ont revendiqué le droit de pouvoir passer l'épreuve du Bac en langue basque, Paxkal Indo, président de la fédération Seaska (29 ikastola de la maternelle au lycée), se dit prêt à aller jusqu'au blocage des centres d'examen afin que ce droit soit respecté.

«Malgré les beaux discours, le ministère de l'Education Nationale n'accorde aucune importance à l'apprentissage du basque et en basque. Nos élèves font leur apprentissage entièrement en basque et sont obligés de passer leurs épreuves en français» précise Paxkal Indo.

Le président de Seaska s'interroge sur la reconnaissance du système immersif en langue basque, dès lors qu'au moment d'évaluer le travail effectué durant ces longues années, le basque est mis sur la touche: «Que dire sur la parole donnée par les différents recteurs et inspecteurs? Que dire, sur les objectifs fixés pour la qualité de la langue par les différentes structures publiques rassemblées au sein de l'Office public de la langue basque? La langue basque n'est pas un trésor que l'on garde soigneusement derrière une vitrine dans un musée. La langue basque est une

langue vivante et nous exigeons qu'elle ait la place qui lui revient pour les examens».

L'argument prétendant qu'il n'est pas possible d'assurer la correction en basque n'est pas plus recevable. Cela se fait pour le brevet depuis plus de 20 ans et ces dernières années, grâce au travail mené par Seaska et l'Office public de la langue basque, il a été démontré que cela était réalisable et de plus, dans un laps de temps assez court. Le cadre réglementaire existe et sa mise en œuvre technique est tout à fait réalisable, mais la volonté politique n'est pas au rendez-vous. Et le président de Seaska ajoute: «Nos élèves veulent vivre en basque, apprendre et passer leurs examens en basque. La langue basque



Paxkal Indo

a la même valeur que n'importe quelle autre langue».

Seaska appelle à participer à la manifestation Deiadar prévue le 31 mars prochain à Bayonne, pour l'officialisation de la langue basque.

Ce qui disent les textes

Article L. 121-3 du Code de l'Education

II. - La langue de l'enseignement, des examens et concours, ainsi que des thèses et mémoires dans les établissements publics et privés d'enseignement est le français, sauf exceptions justifiées par les nécessités de l'enseignement des langues et cultures régionales ou étrangères, ou lorsque

les enseignants sont des professeurs associés ou invités étrangers.

Article D334-16 du Code de l'Education

Certaines épreuves ou parties d'épreuve peuvent faire l'objet d'un examen organisé dans les établissements publics ou privés sous contrat en dehors de la session organisée à la fin de l'année scolaire selon les modalités définies par arrêté du ministre chargé de l'éducation.

Du bruit bien trop ordinaire

L'ÉTÉ 1885, Jules Ferry déclarait à la Chambre: «Il y a, pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures».

Un bon siècle et demi plus tard, M Guéant (en pré-campagne électorale, ne l'oublions pas) dit: «contrairement à ce que dit l'idéologie relativiste de gauche, toutes les civilisations ne se valent pas». Soit. Si je comprends bien, il ne cherche qu'à dévaloriser les produits du magasin d'en face. C'est tout... mais voilà qu'il donne dans la thèse de la «civilisation plus avancée». Et je me demande alors: qui vise-t-il réellement? De bien mauvais souvenirs me font surface.

1) En 1882, J. Vinson écrivait dans «Les Basques et le Pays Basque mœurs, langage et histoire»: «je préfère, pour ma part, voir dans les Basques, une tribu peu nombreuse, réfugiée depuis des siècles dans un coin des montagnes franco-espagnoles, sans civilisation, sans histoire [...] spécimen égaré de ces races incultes, derniers représentants de ces êtres à peine hommes qui chassaient le renne et l'ours des cavernes

[...] les Basques, immobiles, immuables et insouciantes» (p. 36); «les Basques n'ont aucune légende, aucune tradition, aucun souvenir historique» (p. 31); «les Basques ont été civilisés, formés, élevés par des populations intellectuellement supérieures» (p. 125). Soit, les Basques doivent tout «aux autres» (les «autres» aux «autres», et ainsi de suite?). En tout cas, la leçon sera bien retenue; c'est devenu un cliché.

2) Un an plus tard, dans un gros livre sur «Le monde avant la création du monde», le célèbre Flammarion développe tout un florilège d'horreurs du genre: «entre le singe et l'homme non civilisé il n'y a qu'une différence de degré». Ou bien, après avoir nommé plusieurs régions du globe, il dit que l'on y trouve: «bien des groupes d'êtres nommés humains et qui n'en n'ont guère que la forme. Et quelle forme! Ces sauvages primitifs, incapables de toute conception intellectuelle, moins intelligents que plusieurs de nos animaux domestiques, rebelles à toute éducation, sans mémoire historique». Tiens... j'ai déjà entendu ces derniers mots quelque part...

3) Plus tard, Gaetan Bernoville nuance cet-

te approche en simple mépris. Il écrit à propos de l'euskara, dans «Le Pays des Basques»: «la philosophie et la théologie ne seraient sans doute jamais nées si les hommes n'avaient disposé que du basque» (p. 19). Comme si des voies pour aller à Dieu étaient réservées...

4) Aujourd'hui on vise le «communautarisme»... J'y vois le même type de mise à l'écart, doublé d'un combat de sociétés déboussolées et ruinées. Un monde de la haine ordinaire qui, du fond de notre animalité commune, exacerbe la xénophobie naturelle, parfois outrageusement qualifiée de racisme.

Les brillants chercheurs, que je viens de citer, n'étaient pas de ces combats. Ils ne visaient pas des «étrangers non intégrés». Dans le fond, ils désignaient ceux qui ne correspondaient pas à la belle image qu'ils se faisaient d'eux-mêmes. Ces esprits narcissiques étaient fondamentalement les enfants de l'intolérance. Fermés à double tour, arrogants et donneurs de leçons. Car, ne l'oublions jamais! Vinson fut un très distingué bascologue, on lui doit beaucoup. L'ouvrage écrit par Gaétan de Bernoville est (à mes yeux) un excellent témoignage doublé d'une analyse rare et bien ajustée sur le monde basque. Flammarion fut un pédagogue hors ligne. On a donné des noms de rue à ces gens, ils ne l'ont pas volé.

Par contre, je pense qu'il serait malsain de faire de même pour le premier batteur d'es-trade venu.

Mikel Duvert



2012ko Otsail Ostegunak

Donapaleu

Otsailaren 23an

Gartxot, konkista aitzineko konkista.
Marrazki-bizidun luzemetrairekin bi solas...
Asisko Urmeneta eta Juanjo Elordi zuzendariekin.

Arturo Campionen narrazioa jadanik komiki baten oinarria izan zen Asisko eta Markoren eskutik Argia argitaletxean. Oraingoan Somuga produktoratik heldu zaigu luzemetrai gisa, Asisko eta Juanjo Elordiren zuzendaritzapean.

Marrazki bizidunaren xarma tragedia baten zerbitzuko ez da maiz ikusten, anitzek uste dutelako haurrentzat egina dela generoa. Gartxot denek ikusten ahal dute, azaletik bezainbat mamitik gozatzekoa baitu.

Hegoaldean azaroz geroztik estrenatua da, baina bitxikeri baten ondorioz, iparraldera ez da agertzen, eta fidatzen bagira azken urteetan kopuru ohoragarrian agertzen diren filmen hedapenari, xantza guziak ditugu leku publiko bateko gure pantailetan sekula ez ikusteko... Horrela doa gure kultur garapena. Sarrionaindiak dion bezala: Mc World eta Celtiberia show-ez, gehi genezake Kosmopolitanismo branchouille-z, ase nahi da gure euskal-kultur gosea. Bedi gaurko agerpen furtibo hau, aro berri bat irekitzeko dei gisa. Istorioa: Bardo deitzen zaio herriaren oroimena eta kultura gordetzen duen kantariari. Eta horixe da Orreagako abade berriak nahi ez duena. Hargatik, Gartxot, bertako bardoa, deserriratu eta Mikelot, bere semea bahituko du latinez kantatuko duen fraide bihurtzeko. Baina Mikelotek ihes egingo du eta berriro hasiko da kantuan aitarekin, herriz herri. Elizak desafiotzat hartu eta soldaduak aita-semeen ehizan arituko dira, harik eta inguratu eta irtenbide bakarra utzi arte: tragedia. XII. mendean gaude, eta hasi da konkista aurreko konkista.

zabalikelkartea@euskalerrria.org

preso

● **Vers l'Espagne.** Ernesto Prat, arrêté le 25 janvier à Urrugne, sur MAE espagnol l'accusant d'être un dirigeant d'Ekin, connaît son sort cette semaine. L'avocat général de la Cour d'appel de Pau s'est déclaré favorable, le 7 février, à l'extradition vers l'Espagne. A l'audience était présent un groupe d'amis venus de Navarre, dont quatre élus.

● **Pas de pitié.** Libéré en 2009 après vingt ans de prison, le Bilbotar Patxi Gomez Lopez a été de nouveau arrêté le 8 février. Il est rat-

Martinen kronika



Adieu «pays»

LE «pays» dispositif original qui permettait aux territoires de s'organiser un tant soit peu, offrait la possibilité d'un dialogue entre élus-es et société civile, le «pays» a fait l'objet d'une violente attaque gouvernementale en décembre 2010. Au Pays Basque, le dispositif avait pris une ampleur toute particulière, et il était adossé à une autre originalité qui permettait une contractualisation toute spécifique avec l'Etat. Le contrat encore en cours, que Fillon est venu signer en grandes pompes à Bayonne ira à son terme. C'est bien le moins! Mais ensuite? Le Conseil des élu(e)s, le Conseil de développement se sont émus d'une situation que dès début 2011, Batera dénonçait comme tout à fait préoccupante, le «pays» se trouvant plongé dans un coma prolongé qui le mène en 2013, vers une mort certaine. Depuis, à son chevet, on peut noter une grande agitation, et les ordonnances se succèdent: pour certains de ses médecins, il survivra: oui, mais dans quel état? Pour d'autres il s'agit d'envisager des greffes territoriales dont le succès reste à démontrer... les rejets les plus spectaculaires n'étant pas à exclure! Enfin, des urgentistes, dont la fenêtre de tir, reste surtout électorale, viennent nous expliquer que le remède le plus sûr passe par une consultation populaire qui serait à même d'amener la thérapeutique idoine! Certes, mais les mêmes, par ailleurs en situation de responsabilité institutionnelle se refusent obstinément à mettre le traitement en route

Pour Batera, le «pays» n'existe plus et il faut en prendre acte. Pour Batera, le temps est venu de la création d'une organisation institutionnelle pérenne, l'expérience menée jusqu'ici, ayant démontré la capacité d'innovation, le dynamisme et la motivation dont nous sommes capables. Le Pays Basque dispose pour cela de tous les éléments nécessaires: un territoire historique, une identité forte, une culture vivante, une langue. Il fait sens, et il l'a maintes fois démontré. Il peut être le laboratoire exceptionnel d'une nouvelle expérience à l'heure où la vieille organisation administrative française fait, elle, la démonstration de son passéisme et de son inefficacité. Il suffit de voir que dans d'autres régions, des initiatives voient le jour, pour comprendre que l'Etat vertical ne correspond plus aux enjeux de notre époque. L'argument du verrou juridique est maintenant levé, l'argument maintes fois ressassé de la situation en Hegoalde s'est dissipé, alors seule la volonté politique, une fois de plus, fait défaut! Et c'est ce dernier verrou, que Batera vous invite à forcer. Seule une nouvelle mobilisation permettra d'avancer, seule la vox populi peut inverser le cours des choses, seule la volonté populaire peut imposer! Le 3 mars, nous devons ensemble, réussir un nouveau défi, et par centaines répondre à l'appel citoyen de Batera. Déterminé-es, nous devons ensemble dire: «30 ans de blocage politique, ça suffit!».

trapé par "la doctrine Parot" selon laquelle les condamnés aux longues peines doivent avoir effectué un minimum de trente ans de prison. Signe que les autorités espagnoles ont décidé de poursuivre la répression.

● **Gorka, onze ans après.** Le 15 mai 2001, le journaliste Gorka Landaburu recevait à son domicile de Zarauz une lettre piégée dont l'explosion le blessait grièvement à la main, au ventre et au visage. Les deux présumés auteurs de l'envoi, Patxi Makazaga

et Oskarbi Jauregi ont comparu début février devant l'Audiencia nacional. Le procureur a requis vingt ans de prison pour chacun d'entre eux.

● **Vestiges d'ETA.** Cette maison de Cabretton, en face de la gendarmerie faisait l'objet d'une rénovation. On y a trouvé le 10 février une importante cache attribuée à ETA: armes de poing, pistolet-mitrailleurs, munitions. Les enquêteurs pensent qu'elle remonterait aux années 70...



Txillardegi, poliaitzindaria

● Jean-Louis Davant

TXILLARDEGIK merezitako gorazarreak baditu Hegoaldean, beti ere hangoen artean, iparralderik badenez ere ohartu gabe. Alta bada, hemengo ere izan da bere bizitzako zati batean, eta beti atxikia egon zaigu. Haatik ezin gara beti egon bertaldekoen eskerrik ezaz plainuka, gure bidea markatu behar dugu geronek, eta zeren beha gaude Txillaregiren ohoratzeke hemen ere?

Lehenik idazle bezala ezagutu genuen, Leturiaren egunkari ezkutua eleberri existentzialistari esker. Hor aitzindari agertu zen, euskal literaturari bide berriak irekiz, bai tematikan eta ideologia orokorrean, bai traieran, baita euskara motan, baturako norabidean. Ondotik bertze andana bat idatzi du, genero horretan maisu emankorra egonez, baita saiolari joria.

1958an harremanak lotu zituen iparraldeko euskaltzale batzuekin, mugimendu abertzale baten sortzera bultzatu nahian. 1961 urte hastean, muga isilkua pasaturik, Hazparnen aterpetu zen, Saint Joseph kolegio katolikoan, Piarres Charriton zuzendariaren babesean. Sortu berria zen *Enbata* kazetako taldean sartzera lehiarazi ninduen, eta orokorkiago, iparraldeko abertzaleen sustatzaile agertuko da beti, Telesforo Monzon bezalaxe.

1964an abertzale hautuaren egitera bultzatuko gaitu. *Enbata* mugimendu jaio berriak ez du talde bezala jauzi hori eginen, baina kide gehixenek Txillardegiren aholkua bere-tuko dute pertsonalki, eta eragin horrek bere ondorioak ukanen ditu, geroan bederen.

Bera beti egonen da sozialista libre bat, ez dogmatikoa, eta bereziki ez marxista-leninista: berak behin erran zidan bezala, protestante batzuen modura testu sakratuen interpretazio askearen alde zegoen. Ondorioz 1967an, ETAK bere V. Biltzarrean marxismo-leninismoaren hautua egin zuelarik ofizialki, Txillardegi lagun batzuekin alden-du zitzaion, bere arrazoinak ageri batean emanez. Geroztik ere, beti egon da gizon, abertzale, sozialista libre bat, bere gogoaren jabe, ber denboran abertzale guzieren boronete nazional baten aldeko militante suharra.

Halere niretzat, Txillardegiren obra nagusia, euskara batuaren sorrerakoa da, iparraldean hasia.

1963ko udazkenetik 1964ko udaraino, euskaltzale batzu hilabetero bildu ginen horren inguruan, Kordelieren karrikako 14an, lehen solairuan, Euskal Idazkaritzak Enbataren aldamenean zeukan gelan, euskara batuari buruzko lehen urratsen finkatzeko. Hor elkarlanean genbiltzan hiru ETAKo, bi EAJko (haietan Monzon), ni Enbatakoa, Roger Idiat irakaslea, azken bilkuretan beste hiru apez: Andiazabal, Hiriart-Urruty eta Lafitte. Burutzeko, bilkura bat egin zen ber tokian, Baionako Biltzarra, 1964ko abuztuaren 29an eta 30ean, Lafitte gidari, mugaren bi aldeetako euskaltzale gazte andana batekin. Hor onartu ziren euskara batuari buruzko lehen neurriak: grafia eta deklinabidea bereziki. Ondotik Euskaltzaindiari proposatu genizkion, eta honen gehiengoak, 1968ko udan, Arantzazuko Biltzarrean beretu zituen, Koldo Mitxelenaren itzal handiari esker. Gero honek gure ibilbidea markatu zuen, baina beti aitortuz Txillardegiri zor geniona.

Bai, hala da: Txillardegi, euskara batuaren

“**Abertzalea, sozialista libre, idazle polifazetiko, euskara batuaren aita, iparraldekoen laguna...**”

aita dugu, gero Mitxelenen gozaita, eguzaita, aita pontekoa izango bazen ere. Euskara batua hazten ari zaigu beti, edozein izaki bizidun bezala. Txillardegi bera ere ez zen lehenbiziko pauso hartan gelditu, etengabe aurrera egin zuen, jo aitzina! Badakigu, aita batek ez du haurra osorik egiten, handiena gero amari dagokio, baina zinezko aita beti hor dauka laguntzaile. Txillardegiri biak zor dizkiogu: lehenbiziko pindarra, hura gabe haurrik ez baita, eta gero bere lanez ama Euskaltzaindiari ekarri dion hazkurria, nahiz bien arteko ezkontza gutiz hutsegina genuen 1980an. Euskaltzain oso izateko, Patxi Altunarekin lehian gertatu baitzen, horrek baino boz gehiago bildu zuen, baina gehiengo osora heldu gabe, bi boturen faltan. Euskaltzaindiaren betoa izan zela erran zen, eta ez da egia. Politikaren aitzakia ere aipatu zen, eta hori ere ez da egia, lekuko nago: Mitxelenak eta San Martinek bereziki boza Txillardegiri eman zioten. Egia hau da: apez anitz bazegoela orduan Euskaltzaindian, eta horietarik parte on batek Aita Altunari eman ziola. Ondoko bilkuran berriz hasi behar genuen, eta hor aurkeztu bazen, seguru nago Txillardegik eremanen ziola, aitzinean egonez: bertzeek amore eman beharko zuten. Gero berantegi zen. Dena dela, ondoko euskaltzainek ez dute horretan ilustekorik, eta beti saiatu dira Txillardegiri zor diogunaren adieraztera, bereziki 2005ean Donostian egin genion omenaldian, Iker saileko 17. liburua eskainiz. Berari on egin zion, eta guri zelana ez! Goian bego Txillardegi, euskara batuaren aita.

Sur votre agenda

Otsaila:

- **Jusqu'au mardi 21, UZTARITZE.** XVI^e édition du Festival Hartzaro.
- **Jusqu'au 4 mars, DONIBANE LOHITZUNE** (La Rotonde). "Herri Ixilean", exposition photo de Jon Cazenave.
- **Jeudi 16, 20h30, ANGELU** (Maison pour tous). Conférence-débat "La dette publique, une dette légitime?" par Dominique Plihon, organisée par Attac Pays Basque.
- **Vendredi 17, 20h, ANGELU** (Maison pour tous). Table ronde sur les propositions des partis politiques "Dettes publiques, leurs solutions" par Dominique Plihon, organisée par le Collectif

citoyen contre les dettes publiques illégitimes.

- **Vendredi 17, 20h, BAIONA** (Kalostrape). "The Baionako Gazte Asanblada show" dans le cadre du Carnaval.
- **Vendredi 17, 20h30, HAZPARNE** (centre Helgar). Conférence sur "le carnaval en Pays Basque: les nouvelles formes de la tradition", par l'anthropologue Aitzpea Leizaola.
- **Samedi 18, HAZPARNE.** Carnaval.
- **Larunbata 18-a, 11etan DONAMARTIRI, 12.30etan IZTURITZE** (Plazan). Errumaniako maskaradak, Arberoa ikastolakoek emanik.
- **Mercredi 21, 21h, AINIZA MONJOLOSE** (Laborantza Ganbara). Conférence "Le langage de la nature" par Pello Zabala.

Heriotze

ZENDU da Lekuineko Maddi Etcheverry, emazteki goxo, diskret eta maitagarria. Astekari hontako laguntzaile eta idazle den Peio Etcheverryren ama zen Maddi eta orok gogoan dugun Mattin Carrère apez zenaren arreba. Gure doluminak bere senar, haur eta haurrideri.

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Garzón la chute 4 et 9
Baxoa euskaraz 10
- **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ *Enbata*, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190